



NIVEAU DE RISQUE GLOBAL (14/08/2019) : FAIBLE SENSIBLE ELEVE EXTREME

Le Japon est soumis à des risques naturels importants (séismes, éruptions volcaniques, typhons de mai à octobre) auxquels s'ajoutent un contexte géopolitique régional assez tendu, particulièrement avec la péninsule coréenne et la Chine qui lui empêche de réaliser ses ambitions de puissance régionale.

Shinzo Abe a perdu sa majorité absolue des 2/3 du Parlement aux élections partielles de 07/19 nécessaire pour amender l'art. 9 de la Constitution (renoncement à la guerre comme droit souverain), promesse de campagne.

Le 1er mai 2019, l'Empereur Naruhito a accédé au trône à la suite de l'abdication de son père l'Empereur Akihito, marquant le début de l'ère Reiwa et la fin de l'ère Heisei.

RECOMMANDATIONS : Suivre les consignes des autorités en cas d'alerte ou de catastrophe naturelle. Les déplacements dans la zone de Fukushima sont formellement déconseillés.

AGENDA : Coupe du monde de rugby 09-10/2019 ; Jeux olympiques de Tokyo en 07-08/2020.

DONNEES CLES

Superficie : 377.000 km ²	Population : 126,2 millions	PIB/hab. : 39.286 USD	PIB 2018 : + 1,1%
Doing business : 39/190	Dév. humain (IDH) : 19/189	Corruption (TI) : 18/180	Liberté presse (RSF) : 67/180

CONTEXTE DIPLOMATIQUE

L'alliance avec les Etats-Unis est précieuse, notamment dans un contexte de renforcement des tensions en mer de Chine méridionale et dans la péninsule coréenne (des missiles nord-coréens ont survolé le Japon en 09/2017).

Toutefois, une grande partie de la population s'oppose au maintien des bases militaires US à Okinawa. L'année 2018 a été marquée par plusieurs accidents et crimes commis par des militaires étatsuniens, renforçant ainsi l'opposition de la population au maintien de la présence de ces derniers. Après plusieurs années de discussions, le 15 mai 2019, le porte-parole de la marine US, annonce ainsi que 5.000 soldats postés à Okinawa seront redéployés à Guam à partir de 2024.

Dans sa périphérie directe, le Japon a des relations tendues avec ses voisins. En ce qui concerne la Chine et la Corée du Sud des tensions sporadiques éclatent régulièrement, autour de différends territoriaux (îles Diaoyu/Senkaku et Dodko/Takeshima) ou encore des visites de responsables japonais au sanctuaire controversé de Yasukuni – temple qui célèbre des criminels de guerres japonais de la Seconde Guerre mondiale. Une dispute territoriale existe aussi avec la Russie au sujet des îles Kouriles donnant lieu à des tensions, bien que des accords de paix sont en cours de négociation.

Par ailleurs, la relation bilatérale entre Séoul et Tokyo est à son plus bas niveau depuis 1965 suite à de nombreuses crises dont les arguments sont jugés purement politiques et nationalistes par la population et les autorités japonaises (femmes de réconforts, expropriations, travailleurs forcés, amendes pour des crimes datant de la guerre).

L'influence régionale et internationale du Japon ne cesse de s'accroître, notamment grâce à des politiques d'investissement à l'étranger et d'aides financières (Asie centrale, Afrique). Le Japon a en outre siégé au Conseil

de sécurité de l'ONU en 2016-2018, et a conclu un accord de libre-échange avec l'Union européenne en 07/2018.

Dans cette politique de réaffirmation internationale et de développement de son influence, le Japon utilise également des outils de « soft power », au travers de ses atouts culturels (patrimoine historique et artistique), par l'hébergement de la coupe du monde de Rugby et des JO de 2020 (comme son rival Chinois en 2008) et le développement du tourisme (enjeu économique également).

CONTEXTE POLITIQUE

L'évènement marquant de l'année est l'abdication de l'Empereur Akihito le 30 avril 2019, le premier empereur japonais à le faire depuis 1817, mettant ainsi un terme à l'ère Heisei (1989-2019). Son successeur, son fils Naruhito a été intronisé le 1^{er} mai marquant le début de l'ère Reiwa (officiellement traduit par « belle harmonie »).

Le Parti libéral-démocrate (PLD) domine la vie politique depuis 1955, à l'exception de deux brefs intermèdes en 1993-1996 et 2009-2012. Cela s'explique par l'incapacité de l'opposition de se mobiliser au sein d'un parti cohérent qui pourrait offrir une alternative plutôt que d'un véritable plébiscite de la population.

Premier ministre depuis 2012, Shinzo Abe (PLD) s'est de nouveau vu octroyer la majorité absolue lors des élections de 2017 et 2019. Tenant d'une politique conservatrice, il doit faire face à des défis structurels majeurs, tant politiques qu'économiques. En 04/2018, sa popularité a plongé sous la barre des 40% à la suite de sa mise en cause dans des affaires de corruption et favoritisme.

Aujourd'hui, les débats politiques se centrent autour de la modification de la constitution, dont l'article 9 postule que le Japon renonce à la guerre. Promesse de campagne de Shinzo Abe, il peine néanmoins à la mettre en œuvre, ne

Indicateurs utilisés :

D : diplomatique ; P : politique ; S-E : socio-économique ; C : criminalité ; T : terrorisme
VERT : faible ; JAUNE : sensible ; ORANGE : élevé ; ROUGE : extrême

disposant plus des 2/3 des sièges au Parlement depuis 07/2019 suite à sa défaite aux élections partielles.

En 2019, le budget de la défense a atteint un nouveau record, à 43 milliards EUR. En 12/2018, le gouvernement a par ailleurs approuvé un plan de défense quinquennal prévoyant l'entrée en service de deux porte-avions ainsi qu'au déploiement du système d'interception de missiles balistiques AEGIS.

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Troisième puissance économique mondiale, le Japon devrait subir les contrecoups des catastrophes naturelles de l'année 2018 (séismes, typhons, inondations) dans une économie à la croissance ralentie (autour de 1-2%) et en déflation (récurrente depuis les années 90).

Cependant, la Coupe du monde de rugby de 2019 et les Jeux Olympiques de 2020 devraient booster à court terme l'économie Japonaise. Par ailleurs, la stabilisation des marchés extérieurs et la politique monétaire généreuse de la Banque du Japon devraient permettre au pays de garder une balance commerciale excédentaire.

Le bilan des « Abenomics » lancés par Shinzo Abe en 2012 (relance monétaire, réforme énergétique, création de zones économiques spéciales, etc.) reste pour l'heure mitigé. La hausse de la TVA (à 10%), initialement prévue en 2017, a ainsi été repoussée à 10/2019 afin de ne pas pénaliser la consommation, qui représente 60% du PIB. Le gouvernement a par ailleurs reporté à 2025 son objectif de rétablir son équilibre budgétaire.

La dette publique est certes exorbitante (253% du PIB), mais détenue à 90% par des investisseurs locaux et ne présente que peu de risques. Le chômage et le taux de pauvreté restent faibles : 2,5% et 16% en 2018.

La crise démographique, dû à un faible taux de natalité (1,43 enfant/femme) et au vieillissement de la population (26% de la population sont âgés de plus de 65 ans), s'accroît de plus en plus. Une pénurie de main d'œuvre sur le long terme n'est pas à exclure : le gouvernement estimant que d'ici 2065 le Japon aura perdu près de 40 millions de ses habitants.

Un challenge social dont les conséquences économiques gigantesques inquiètent. De nouvelles lois ont été votées afin d'augmenter les quotas d'immigrés non qualifiés pouvant venir travailler au Japon pour 5 ans. Cependant, cette stratégie ne semble pas viable et de nombreuses réformes dans les domaines de la santé, de l'éducation, et du travail sont nécessaires pour que le pays puisse affronter ces défis avec succès.

CRIMINALITE

Le Japon a l'un des **taux d'agression à main armée les plus bas du monde**, avec seulement une poignée d'agressions par an. De façon générale, les agressions sont peu fréquentes et les déplacements en ville et dans tout le pays sont possibles à toute heure.

Cependant, comme partout dans le monde, des vols (passeport, argent...) peuvent survenir, particulièrement dans les quartiers fréquentés par les touristes et les lieux de forte concentration de population (gares, ...).

Les entreprises peuvent pour leur part faire l'objet de **menaces ou de chantages de la part des Yakuza**.

TERRORISME

Le risque terroriste reste **très limité**.

Néanmoins, le Japon a subi plusieurs **attentats sur son sol**, notamment en 1995 dans le métro de Tokyo (gaz sarin). Par le passé, des groupes nationalistes ou d'extrême-gauche ont aussi perpétré des attentats dans le pays (dernier en date en 1990).

Plus récemment, deux ressortissants japonais ont été exécutés par l'État islamique en Syrie, en 2015.

Pour faire face à l'évolution de la menace, le dispositif antiterroriste a été fortement renforcé, avec une **loi antiterroriste controversée** (06/2017), justifiée par des questions de sécurité à l'approche des Jeux Olympiques de 2020.

FOCUS REGIONAUX

TOKYO

La situation sécuritaire dans la capitale ne présente pas de risque particulier. La menace terroriste est limitée et le taux de criminalité reste faible. Dans les **quartiers nocturnes** de Tokyo (Roppongi, Kabukicho, Ikebukuro...), des cas de drogue (GHB) utilisée pour dépouiller les clients de bars ou cabarets à hôtesses ont toutefois été recensés, tandis que des **produits contrefaits** (sacs, vêtements et accessoires, montres, chaussures, parfums, etc.) sont écoulés sur certains marchés (dont celui d'Ameya-Yokocho) ou par des vendeurs à la sauvette. La **délinquance en col blanc**, notamment au profit de grandes organisations criminelles, est également une menace réelle pour les investisseurs étrangers.